



Introduction

I. Contrôle interne comptable (CIC)

- Trajectoire ministérielle CIC
 - Actualités (Cour des comptes / Audit assistance éducative)
 - Référentiels (Frais de déplacement / Autres)
- Trajectoire académique CIC
 - Outil reporting
 - Supervision / Fiches bonnes pratiques (DAF2)
 - MRCF EPLE (DPPM)
 - Indicateurs MP3 (DAF1)

II. Contrôle interne budgétaire

- Restitution flux EJ SF DP (DSI)



I. Trajectoire CIC ministérielle

- - **Actualités (Cour des comptes / Audit assistance éducative)**
- Référentiels (Frais de déplacement / autres)



Volet 1 - Animation du CIC au niveau ministériel

- « Pas de réelle avancée au niveau du ministère » - Concentration sur la finalisation de la carte ministérielle des risques stratégiques, sur la continuité des instances de pilotage, sur la révision des outils structurant le dispositif ministériel (en particulier sur les référentiels du contrôle interne comptable)
- « Peu de progrès ont été accomplis sur les outils de remontée d'informations et de suivi ».
- « La fonction d'audit a poursuivi sa montée en puissance ».



Volet 2 de la note - suivi des recommandations auprès d'académies

Suivi des recommandations formulées auprès des académies de **Grenoble, Lyon, Rennes et Versailles** à l'occasion des enquêtes sur le CIC académique en 2014-2015.

- ✓ **Gouvernance, pilotage, animation** (*La gouvernance, le pilotage et l'animation de la dynamique de déploiement du dispositif de CIC académique*)

Procédures et modes opératoires

- ✓ **Outils mis en œuvre** (*cartographie des processus et des risques, organigrammes fonctionnels, plan d'action, RCIC*)

Dispositif de contrôle / reporting mis en place (effectivité et efficacité du dispositif propre à l'académie)



■ Principaux objectifs de la mission :

- Analyser l'organisation du processus de rémunération des personnels de l'assistance éducative,
- S'assurer de la mise en œuvre des procédures de maîtrise des risques à tous les niveaux de la chaîne de dépense et en évaluer l'efficacité,
- Examiner la qualité du suivi budgétaire.

■ Périmètre de l'audit :

Assistance éducative (AED et AESH) du programme 230 « Vie de l'élève »,

Volume financier : **313 M€ au T2, 1 452 M€ de crédits au HT2 et 82 569 emplois qui ont été notifiés aux académies en 2017** (dont 27 025 sur le T2 et 55 544 sur le HT2)

Sont exclus du périmètre de l'audit :

Les rémunérations versées aux personnels de l'assistance éducative sous contrats aidés ;

Les personnels de l'assistance éducative exerçant dans les établissements privés ;

■ Académies auditées :

Grenoble, Limoges, Montpellier



■ Constats :

- **Pas de défaillance majeure mais une grande complexité** porteuse de risques, liée à :
 - Une multiplicité des acteurs relevant de deux réseaux hiérarchiques distincts (1er et 2nd degré)
 - Des contrats de nature diverse selon les missions (AED et AESH)
 - Une gestion différente selon le titre budgétaire de rattachement de ces emplois
 - Une multiplication d'applications et des ruptures applicatives particulièrement pénalisantes
- **Des zones de fragilité ont ainsi été identifiées :**
 - sur les opérations nécessitant une saisie manuelle ou pour lesquelles l'absence de contrôles embarqués dans les applicatifs nécessite des contrôles intellectuels.
- **Une difficulté à appréhender le service fait pour les AESH affectés dans un établissement distinct de celui qui les emploie,**
- **Absence de dispositif national de documentation et de pilotage académique performant du contrôle interne,**

Contrôle Interne Comptable

Audit - Assistance éducative



		T2 (AESH-I en CDD et AESH en CDI)	HT2 (AED, AESH-M et Co en CDD)
a d m i n i s t r a t i v e G e s t i o n	EPP (« Emploi postes personnels ») :	X	
	ASSED (« Assistants d'éducation ») :		X
	GI-GC (« Gestion individuelle - gestion collective ») :		X
	MOSART (« Module de suivi des absences et des retenues sur traitement ») :	X	X
		T2 (AESH-I en CDD et AESH en CDI)	HT2 (AED, AESH-M et Co en CDD)
f i n a n c i è r e G e s t i o n	EPP (« Emploi postes personnels ») :	X	
	PAY (logiciel de paie de la DGFIP) :	X	
	GOSPEL * (« Gestion optimisée et sécurisée de la paie en EPLE ») :		X
	GAPAIE * (logiciel de gestion budgétaire et comptable – produit commercial privé) :		X
	GIRAFE * (logiciel de traitement de la paie à façon – outil DGFIP) :		X

* Les EPLE utilisent au choix l'une de ces applications pour la gestion financière



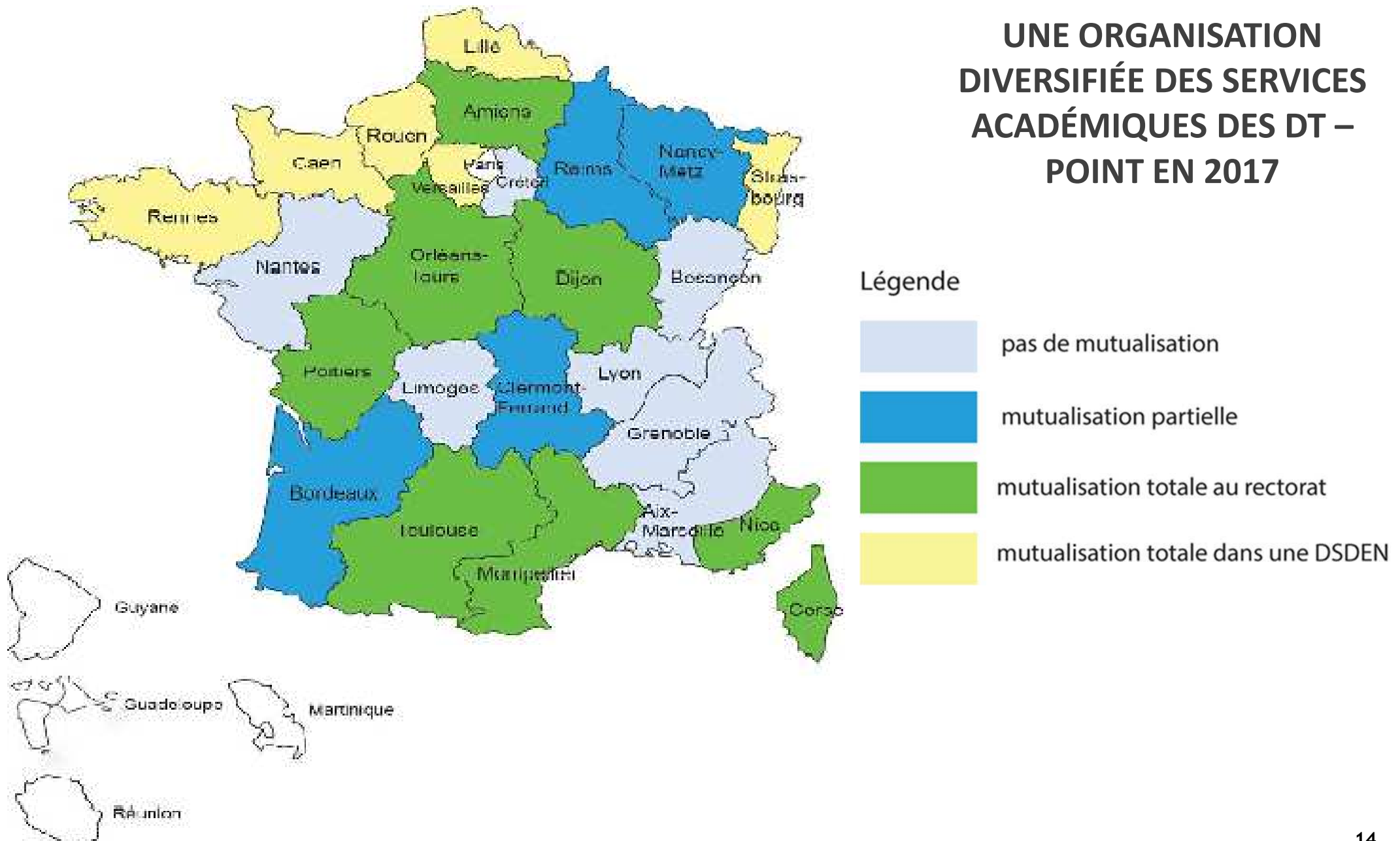
- **Un RCIC de plus de 6 ans**
- **Une évolution des processus métiers et des pratiques** du fait de :
 - la mise en place de Chorus DT en 2015
 - l'évolution de l'organisation des services DT
- Une modification nécessaire de **l'identification et de la cartographie des risques** ainsi que du référentiel d'actions de maîtrise des risques

Contrôle Interne Comptable

Référentiel « Frais de déplacement »



UNE ORGANISATION DIVERSIFIÉE DES SERVICES ACADÉMIQUES DES DT – POINT EN 2017





La mise à jour du processus et de la cartographie des risques a permis une réflexion sur :

- La gestion des enveloppes de moyens dans Chorus DT
- Les modalités de justification du service fait
- La mise en place de la fonctionnalité de la dématérialisation de la transmission des pièces justificatives (échéance probable 2020)

La mise à jour du référentiel des actions de maîtrise des risques conduit à rédiger des modes opératoires / recommandations :

- Les délégations de signature
- Les charges à payer
- Le traitement des problèmes relatifs à la synchronisation des AMM et DT Chorus
- ...



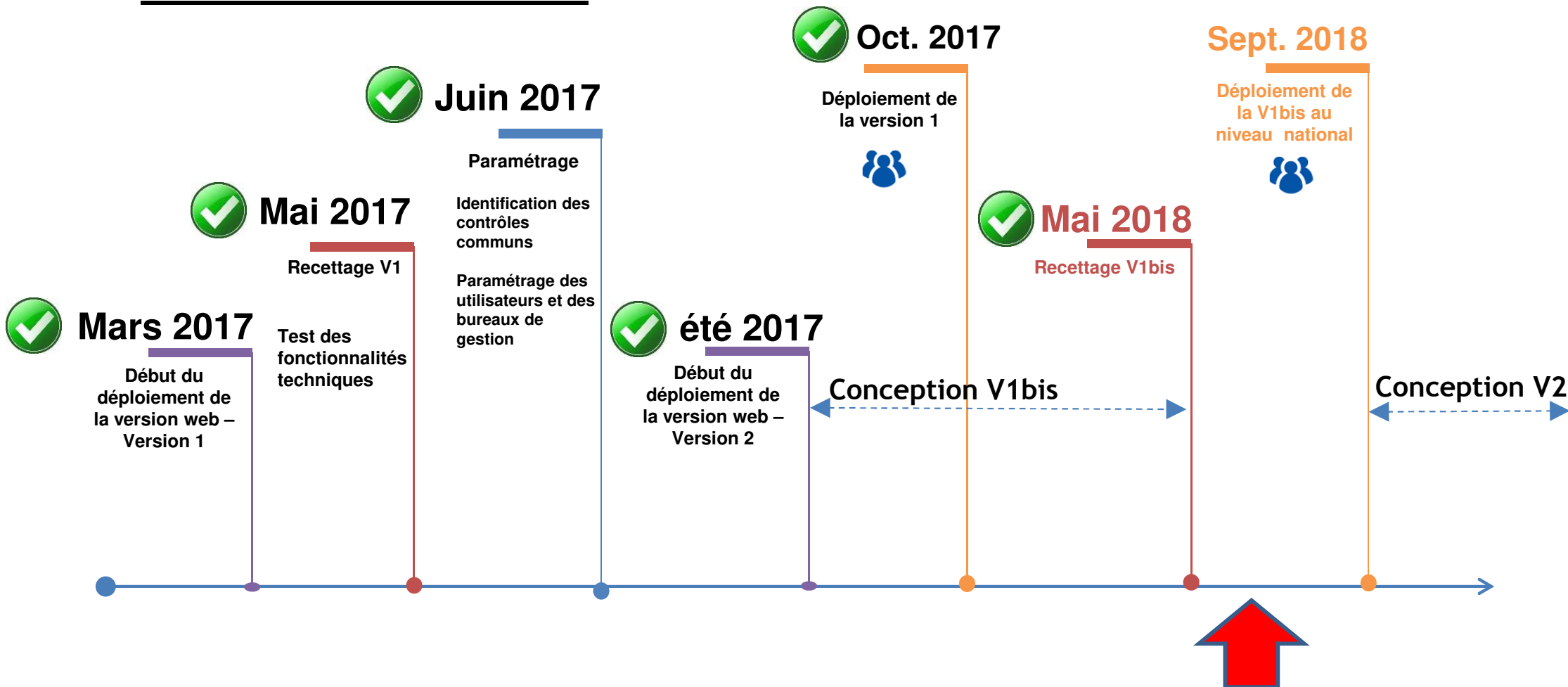
- Finalisation du référentiel en juillet avec l'élaboration de modes opératoires / recommandations
- Diffusion pour la campagne CIC 2018-2019
- Une révision à prévoir dans trois ans compte tenu de la mise en place du nouveau Chorus DT en janvier 2020

D'autres référentiels revisités

- Frais de jury pour examens et concours (Travaux réalisés de novembre 2017 à avril 2018)
- Heures supplémentaires en EPLE (référentiel reporté - à confirmer)
- Opérations de clôture des comptes



Les dates clés de l'outil





Contrôle de supervision - CIC outil reporting

- Contrôles par les chefs de bureau
 - Actuel : mouvement « R »
 - A venir :
 - Contrôle effectif des gestionnaires dans l’outil CIC
 - Contrôle REM 90
 - Contrôle des pièces justificatives
 - Contrôle sur un échantillon



Maîtrise des risques comptables et financiers en EPLE

Enquête auprès de tous les EPLE

Objectifs:

mesurer le taux de déploiement d'Odicé

déterminer le niveau de déploiement du plan ministériel (organigramme fonctionnel; plan d'action)

consolider des données académiques sur les taux de risque (pour cibler l'accompagnement des établissements)

Contrôle interne comptable

La qualité de la dépense - Indicateurs MP3



Indicateurs	Description	2016		2017		1 ^{er} trimestre 2018	
		académie	ministère	académie	ministère	académie	ministère
IA1	Taux de bons de commandes sur marchés initialisés sans demande d'achat préalable Objectif : Mesurer le nombre de demandes d'achat qui ne sont pas réalisées dans Chorus formulaires	7%	36%	6%	27%	3%	23%
IB3	Taux des EJ (hors subventions, baux et décisions diverses) dont le délai EJ / demande de paiement est inférieur ou égal à 2 jours (en nombre d'EJ) Objectif : Apprécier la part des EJ dits "de régularisation"	23%	18%	11%	12%	18%	17%
IB4	Taux des EJ hors subventions, baux et décisions diverses d'un montant inférieur à 50 € Objectif : Identifier un taux trop élevé d'EJ de moins de 50 €	9%	8%	10%	8%	6%	8%
IC1bis	Délai moyen en jours ouvrés entre le SF et la DP Objectif : Vérifier si le SF a été saisi après réception de la facture Valeur cible en 2016 : -1,5	-6,7	-4,8	-2,7	-3,3	-15,8	-2,3
ID3	Taux de DP sur la commande publique dont le délai global de paiement est supérieur à 30 jours Objectif : Evaluer la fluidité du processus de paiement	2%	6%	1%	5%	4%	4%
ID5	Taux de DP dématérialisées des grandes entreprises					71%	78%
	Taux de DP dématérialisées des entreprises de taille intermédiaire Objectif : Développement de la facturation électronique					55%	69%



Points forts :

- Utilisation du formulaire demande d'achat,
- Taux d'engagements juridiques de moins de 50€
- Délai de paiement.

Points à améliorer :

- Engagements juridiques de régularisation,
- Saisie du service fait après réception des factures
- Taux de factures dématérialisées

La restitution hebdomadaire des comptables confirme l'analyse ;
sur les 329 lignes pour le 1er trimestre 2018,

=> 57 (18%) concernaient l'absence ou l'insuffisance d'engagement préalable à la réception de la facture

=> 179 (56%) l'absence de service fait.

